

Imposons une autre logique politique et économique !

Depuis plusieurs mois, la lutte est à l'ordre du jour dans différents secteurs du privé et du public.

Que ce soit les cheminots contre la casse de leur statut et pour un véritable service public ferroviaire, des fonctionnaires en action le 22 mai dernier avec l'ensemble des organisations syndicales, dans l'énergie, ou encore les retraités toujours mobilisés contre la hausse de la CSG.

Les jeunes contre parcousup et la sélection à l'université.

On peut également citer, parmi tant d'autres, quelques luttes emblématiques dans le privé comme celle des salariés de Carrefour... ces luttes s'inscrivent dans un combat de société contre la remise en cause de notre modèle social et républicain.

Les politiques mises en œuvre depuis des décennies et aggravées par les choix du gouvernement Macron et de son donneur d'ordre : le Médef.

Les politiques mises en place relèvent d'une logique de placer l'entreprise au centre de la société française, le prélèvement des impôts « à la source » en est un exemple.

Et pour placer l'entreprise au centre il faut réduire les services publics et les biens communs, privatiser pour dégager des marchés et enrichir les actionnaires alors que les inégalités explosent, c'est également le sens de la loi PACTE !

Un récent rapport d'OXFAM et Basic (Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne) tente d'estimer le rapport de force entre le capital et le travail en France en analysant la façon dont les entreprises du CAC40 utilisent leurs profits.

Le résultat est impressionnant : sur 100 euros de bénéfices entre 2009 et 2016, 67,4 ont servi à rémunérer les actionnaires, 27,3 ont été réinvestis dans l'entreprise et 5,3 euros ont été distribués aux salariés sous forme de participation et d'intéressement.

Face à ce mécontentement généralisé, la CGT propose d'agir autour de propositions concrètes pour améliorer le quotidien du monde du travail et la création de milliers d'emplois et un autre projet de société de progrès social.

-

L'augmentation des salaires et des pensions, la reconnaissance des qualifications et l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.

-

Porter le smig à 1 800 € et comme base de départ des grilles des salaires.

-

La réduction du temps de travail à 32 heures pour les salariés à temps plein et la fin des temps partiels imposés.

-

Des droits nouveaux et une véritable protection sociale pour tous.

-

Des services publics partout et pour tous répondant aux besoins des populations

Au plan général, il n'y a aucune fatalité à subir plus longtemps la hausse de la CSG, le gel des salaires et des embauches, les cadences infernales ou la baisse des APL.

Tout est question de rapport de force, comme cela l'était déjà en 1968 !

La France, avec 44 milliards d'euros de dividendes reversés en 2017 par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires, est championne d'Europe.

Pour l'économie du pays, la croissance, la création d'emplois : il faut augmenter les salaires !

D'autres choix sont résolument possibles et ils passent par une autre utilisation et répartition des richesses créées par le travail.

Cela passe par la réduction du temps de travail, par l'égalité professionnelle et salariale, mais aussi par l'essor des services publics.

Entre 2009 et 2016, sur 100 euros de bénéfices des entreprises du CAC 40 :

**67,4 ont été versés aux actionnaires,
27,3 ont été réinvestis dans l'entreprise
5,3 euros ont été distribués aux salariés ...**

**En clair, nous n'avons jamais autant travaillé
pour continuer d'enrichir les riches !**

Il y en a assez !

**Il faut changer de logique politique et
économique !**

**Jeudi 28 juin
Manifestation unitaire
14h00 - Bastille**

